



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. Agenda	1
2. Architecture bâtiment, logistique et énergie	2
2.1 Energie et climat.....	2
2.2 Architecture, bâtiment et logistique	5
3. infrastructures publiques et réseaux	6
3.1 Patrimoine de voirie.....	6
3.2 Eau et assainissement	7
4. ingénierie écologique	9
4.1 Nature en ville et paysage	9
4.2 Environnement	11
4.3 Déchets et propreté urbaine	13
5. Transversal services techniques territoriaux	15

1. AGENDA

Rencontres nationales de l'ingénierie territoriale : la résilience et les territoires

(Partenariat : AITF - Ville du Havre - CNFPT)

1er et 2 juin 2017 – Le Havre

6ème Rencontres Territoriales de la propreté urbaine

(Partenariat : Toulouse Métropole - CNFPT)

21 et 22 septembre 2017 - Toulouse

2. ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Energie et climat

Énergie : vers une décentralisation des décisions ? / ADEME

DECHETS INFOS, 29/03/2017, n° 112

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49238-energie-vers-decentralisation-des-decisions/>

La transition énergétique passera par les territoires. Mais les collectivités locales ont-elles les moyens nécessaires ? La dynamique locale, en matière d'énergie, s'est-elle accélérée sous la présidence de François Hollande ? Décryptage en vidéo.

Climat : comment relever l'enjeu de l'adaptation des infrastructures

lagazettesdescommunes.com, 28/03/2017

<http://www.lagazettesdescommunes.com/496976/changement-climatique-les-territoires-doivent-adapter-leurs-infrastructures/?abo=1>

Le 14ème forum international de la météo et du climat s'est penché sur l'adaptation des infrastructures et des réseaux au changement climatique. Son message en direction des gestionnaires est clair : il est nécessaire de prendre en compte les scénarios de réchauffement dès aujourd'hui pour limiter la vulnérabilité des territoires demain.

Le Puy-de-Dôme crée une agence départementale d'ingénierie territoriale pour accompagner les communes et les EPCI

Dépêches de l'AEF, 28/03/2017, n° 559234

Le Conseil départemental du Puy-de-Dôme a acté la création d'une "agence départementale d'ingénierie territoriale" -découlant de la loi NOTRe qui désigne le département chef de file de la solidarité territoriale destinée aux communes et EPCI : domaines d'intervention et offre de services de base, à la carte, conditions d'accès à ces services.

Rappel de l'expérimentation de cet appui technique en 2016.

La piscine Raoul-Fonquerne mise sur les énergies renouvelables pour se chauffer

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/03/2017, n° 2359, p. 39

La ville de Sète a signé fin 2014 avec Dalkia un contrat de performance énergétique qui concerne 105 bâtiments municipaux et trois piscines. Des panneaux solaires hybrides et une installation géothermique permettent d'importantes économies d'énergie dans la plus grande piscine de la ville.

Rénovation et performance énergétique : tout change en 2018

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 27/03/2017

Après dix ans d'activité, l'arrêté du 3 mai 2007 est enfin dépoussiéré par un arrêté du 22 mars 2017. Ce dernier met à jour les niveaux de performance thermique et énergétique à atteindre lors d'une rénovation. Il entrera en vigueur le 1er janvier 2018. Très attendu, [l'arrêté du 22 mars 2017](#) modifie de fond en comble [l'arrêté du 3 mai 2007](#) relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétiques des bâtiments existants. Ce texte fixe des exigences à respecter pour chaque composant d'une construction dans le cadre d'une rénovation énergétique. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Un arrêté réforme la réglementation thermique des bâtiments existants / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 27/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278869648>

Un arrêté cosigné par les ministères du Logement et de l'Environnement, publié ce 25 mars, modifie la réglementation thermique (RT) des bâtiments existants.

Les énergies marines créent déjà des emplois, à la veille de l'installation des premiers parcs / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 23/03/2017

Alors que les premiers parcs commerciaux devraient être mis en service à l'horizon 2020, les énergies marines créent déjà de l'activité. Plus de 2000 emplois ont été recensés, majoritairement sur la chaîne de valeur.

Rénovation énergétique : les Régions appelées à s'unir pour développer le tiers-financement / TUBIANA FABIAN

environnement-magazine.fr, 22/03/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49220-renovation-energetique-regions-appellees-a-s-unir-pour-developper-tiers-financement/>

Deux propositions du Plan Bâtiment Durable sur le développement du tiers-financement et l'accord de prêts collectifs aux copropriétés ont retenu l'attention de la ministre du Logement.

Un mooc sur les transitions énergétiques / BLOSSEVILLE THOMAS

environnement-magazine.fr, 21/03/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49209-mooc-sur-transitions-energetiques/>

L'institut Mines-Telecom et France université numérique lancent une nouvelle formation en ligne : un mooc sur les mécanismes et leviers des transitions énergétiques. Il s'adresse aux responsables d'entreprises ou de collectivités, ingénieurs et citoyens.

Rénovation énergétique : mobiliser les propriétaires dans les centres anciens / SIGOT FRANCOISE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/03/2017, n° 2358, p. 38-40

La préservation du patrimoine bâti ancien est un enjeu pour l'attractivité des villes, surtout dans les périmètres classés. Il s'agit aussi de conserver sa vocation d'habitat. Les propriétaires de ces bâtiments doivent être accompagnés sur le plan technique et souvent financier pour réaliser des travaux plus coûteux que dans du bâti classique.

En partant d'un diagnostic de l'état, des caractéristiques techniques et des consommations d'un bâtiment type, il est possible de modéliser des actions.

Des plans climat simplifiés pour les petites communes / VILLE FREDERIC

lagazettedescommunes.com, 17/03/2017

<http://www.lagazettedescommunes.com/494641/des-plans-climat-simplifies-pour-les-petites-communes/?abo=1>

Le syndicat d'énergie de la Vendée réalise des évaluations et audits énergétiques pour ses communes adhérentes, sortes de plans climat énergie territoriaux simplifiés débouchant sur des travaux concrets.

Dans les bois de Gaillefontaine, l'énergie pour chauffer les écoles (76) / TREHET CHRISTOPHE

Localtis.info, 15/03/2017

http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Experiences/Experience_s&cid=1250278574844&nl=1

15 km : c'est la distance moyenne d'où provient le bois qui fournit la chaleur aux écoles gérées par le Sivos du Bray-Est. En s'engageant dans une démarche articulant économies d'énergie et ressource renouvelable, le syndicat intercommunal s'inscrit dans une filière locale qui s'appuie sur l'utilisation du bois bocager. L'occasion de porter un autre regard sur son paysage.

Le service public de l'efficacité énergétique picard booste la rénovation des logements / LESQUEL EMMANUELLE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 13/03/2017, n° 2357, p. 50-51

Unique en France, ce service dynamise à grande échelle la rénovation énergétique des logements privés afin d'en réduire les factures d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Il s'adresse aux particuliers et aux copropriétés dont les logements ont de mauvaises performances thermiques. Les artisans y trouvent quant à eux un gisement d'emplois.

Le service public de l'efficacité énergétique prend en charge le diagnostic technique, la recherche des artisans et peut même assurer le tiers-financement.

Grenoble, territoire en transition / DE RAVIGNAN ANTOINE

Alternatives économiques, 03/2017, n° 366, p. 58-60

La métropole alpine s'est dotée d'un plan énergie-climat ambitieux. Et surtout, elle le met en œuvre : isolation des bâtiments, production d'énergie renouvelable... Reportage.

Les collectivités appelées à redoubler d'efforts contre la pollution lumineuse / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 02/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278677658>

L'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN) lance le 27 février la nouvelle édition de son concours Villes et villages étoilés, qui valorise les communes s'efforçant de réduire la pollution lumineuse. A cette occasion, sa présidente Anne-Marie Ducroux, a fait le point sur la maturité de cet enjeu dans les collectivités et les progrès à faire.

Autoconsommation et énergies renouvelables : ratification de deux ordonnances / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 02/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278693555>

La loi ratifiant les ordonnances "autoconsommation" et "énergies renouvelables" a été promulguée ce 25 février. Ce texte largement enrichi après son passage dans l'hémicycle contient en outre plusieurs mesures répondant à des besoins identifiés dans le cadre de l'application de la loi de Transition énergétique. A l'occasion de l'ouverture du salon de l'Agriculture, Ségolène Royal s'est en particulier félicitée du rétablissement de la "réfaction tarifaire" qui permet de réduire les coûts de raccordement au réseau électrique des installations de production d'énergies renouvelables et favorise ainsi leur développement en milieu rural.

Territoires à énergie positive : le nouveau programme d'innovation ajusté / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 02/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278684329>

Un arrêté publié ce 26 février vient modifier le programme d'innovation en faveur de la maîtrise de la demande énergétique dénommé "Economies d'énergie dans les TEPCV" tout juste approuvé dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE). Porté par les territoires à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) de moins de 250.000 habitants lauréats de l'appel à projets - ou par les communes et EPCI inclus dans ces territoires et cosignataires d'une convention "TEPCV" avec l'Etat -, ce programme vise à donner un nouveau coup d'accélérateur aux économies d'énergie et à sensibiliser les ménages sur ce sujet.

Chaleur : des réseaux pleins de ressources / DESCAMPS OLIVIER

Techni.cités, 03/2017, n° 301, p. 17-18

La progression des réseaux de chauffage urbain est freinée par le niveau trop bas du Fonds chaleur et des prix des énergies fossiles. La dynamique est là néanmoins. Aux côtés du gaz, l'énergie de récupération et le bois s'affichent comme des valeurs sûres. La géothermie revient au goût du jour. Et les ressources industrielles jusqu'alors trop négligées commencent à se faire une place.

Les territoires croulent sous les labels / BROSSEVILLE Thomas

Environnement magazine, 03/2017, n° 1755, p. 17-19

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49161-energie-les-territoires-croulent-sous-les-labels/>

Durant le quinquennat, le gouvernement n'a eu de cesse de promouvoir les territoires engagés dans la transition énergétique. Au risque de multiplier les labellisations tous azimuts.

CEE : La précarité énergétique en ligne de mire

ADEME & vous, 03/2017, n° 103, p. 5-11

<http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/ademe-et-vous-103-dossier.pdf>

Mis en place en 2005, le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie est au cœur de la politique française de réduction des consommations énergétiques. Depuis 2016, il inclut par ailleurs un volet dédié à la lutte contre la précarité énergétique. Décryptage et mise en perspective d'un système hybride et puissant, qui offre une grande liberté de manœuvre aux différents acteurs.

Naissance d'un réseau de chaleur géothermique / CAYOTA FLORENCE

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 02/2017, n° 233, p. 38-39

L'instabilité des coûts des énergies fossiles et la présence du dogger sous l'Ile-de-France pousse à la création de forage géothermique pour la création de réseaux de chaleur. C'est le cas pour les villes de Grigny et de Viry-Châtillon, avec en corollaire, une facture adoucie pour les usagers de ces modes de chauffage plus respectueux de l'environnement.

Stopper le tsunami de l'urbanisation / HERVE DOMINIQUE

Journal des maires et des conseillers municipaux, 03/2017, n° 3, p. 10

Croissance démographique oblige, les villes consomment de plus en plus de terres agricoles. Une menace réelle pour le secteur comme pour l'environnement.

2.2 Architecture, bâtiment et logistique

Le constat de risque d'exposition au plomb

Techniques - Aménagement - Développement Durable, 09/03/2017, n° 1078, p. 7

On trouve le plomb dans les logements construits avant 1949, notamment dans les peintures. L'ingestion ou l'inhalation de particules de plomb est toxique pour la santé et peut provoquer la maladie du saturnisme, à laquelle les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants sont particulièrement sensibles et exposés. Le saturnisme provoque des douleurs intestinales, entraîne des troubles irréversibles du système nerveux, et peut s'avérer mortel ; il est inscrit au tableau des maladies à déclaration obligatoire et reconnu comme maladie professionnelle depuis 1919.

Seine-Maritime : le BIM au service de la performance énergétique / BOSC William

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 24/03/2017, n° 5914, p. 44

Conçue et construite entièrement avec la modélisation des données (BIM), la résidence Alizari de Malaunay (près de Rouen) est passée du virtuel au réel.

Responsabilité des constructeurs : la mise en œuvre de la garantie décennale / PATURAT ARNAUD

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 13/03/2017, n° 2357, p. 66-67

La garantie décennale concerne les désordres compromettant la solidité de l'ouvrage ou qui le rendent impropre à sa destination. Ces défauts doivent avoir été constatés dans les dix années qui suivent la date d'effet de la réception de l'ouvrage.

Tous les intervenants à l'opération de construction et qui sont liés au maître de l'ouvrage par un contrat peuvent voir leur responsabilité engagée au titre de la garantie décennale.

Quels parements de façades pour les écoles ? / STEPHANT JEAN-PAUL

Acteurs de la vie scolaire, 03/2017, n° 85, p. 16-17

Vêtue, vêtage, bardage, isolation thermique extérieure, autant de termes qui désignent un habillage de façade. Au moment de faire construire ou de rénover vos établissements scolaires, quelle solution choisir pour optimiser l'esthétique, le fonctionnel, l'économique et l'environnemental ?

Habitat d'urgence - / GUISLAIN Margot

Gazette nord pas de calais (la), 03/03/2017, n° 8820, p70-72

Maisons sous les frondaisons, installé en lisière de la capitale pour cinq ans, un long bâtiment en bois accueille 200 personnes en situation de précarité. Cet édifice abrite un nouveau centre d'hébergement d'urgence que la Ville de Paris en recherche de foncier disponible a choisi d'implanter dans le XVI e arrondissement, l'un des moins pourvus de la capitale en places d'hébergement d'urgence.

Le lamellé-collé pour une recherche de performance / STEPHANT JEAN-PAUL

Fiches pratiques techniques, 03/2017, n° 207, 01/127

La construction bois connaît actuellement un succès. La technique du lamellé-collé permet d'aller plus loin avec ce matériau naturel, notamment en permettant d'envisager de plus grandes portées. Cette fiche présente les possibilités, les produits de base et les limites de cette technologie.

Les véhicules "propres" enfin définis par décrets / MARY NATHALIE

Techni.cités, 03/2017, n° 301, p. 54-55

Afin de permettre aux collectivités de répondre aux obligations d'acquisition de véhicules propres bénéficiant de conditions de circulation privilégiées, quatre décrets publiés le 12 janvier dernier viennent définir la notion de véhicule à "faibles émissions", deux ans après la publication de la loi.

La délicate incorporation des colonnes montantes aux concessions électriques / SCHMALTZ BENOIT

Actualité Juridique. Droit Administratif, 20/02/2017, n° 6/2017, p. 332-339

Acheminant le courant électrique de la voie publique aux compteurs des différents occupants d'un immeuble, une colonne montante appartient au départ au propriétaire de celui-ci, mais peut être abandonnée au gestionnaire du réseau de distribution et ainsi entrer "en concession". Tous points qui, sur fond contentieux de rénovation à l'enjeu financier conséquent, touchent à des questions fondamentales du droit des biens, à la confluence du droit civil et du droit administratif.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

Pic d'activité sur le chantier du tramway

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 24/03/2017, n° 5914, p. 58-59

Projet majeur de la métropole Nice Côte d'Azur mobilisant un investissement de 750 M€ HT, la ligne 2 du tramway de Nice est un chantier complexe; Plus de trois ans après le démarrage des travaux, il atteindra son pic d'activité cet été avec 1 500 compagnons mobilisés sur les 11,3 kms du tracé est-ouest. 20 stations, quatre enterrées, il se déploie à l'ouest sur deux branches : une au nord de 1,7 km, en direction de la plaine du Var ; une au sud desservant les deux terminaux de l'aéroport.

Les collectivités, fer de lance de l'innovation routière / THEVENON EMMANUEL

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 03/2017, n° 23, p. 23-28

Les rencontres nationales ingénierie publique (RNIP) organisées par l'AITF les 19 et 20 mai 2016 à Saint-Etienne ont été l'occasion de faire le point sur différentes innovations routières. Mais il n'est pas d'innovation sans expérimentation et l'implication des collectivités territoriales apparaît indispensable, pour tester en vraie grandeur à tous les stades d'évolution une technologie nouvelle. Nice expérimente ainsi ce que peuvent apporter aux gestionnaires d'infrastructures routières les millions de données que produisent en temps réel les véhicules connectés. Le département de la Vendée accueille pour sa part deux sites pilotes de la route solaire développée par Colas. Plusieurs collectivités de la région Auvergne-Rhône-Alpes testent la rénovation de chaussée par multirecyclage d'agrégats dans les enrobés tièdes, une recherche portée par le projet national Mure. Epamarne hébergera bientôt à Marne-la-Vallée une nouvelle génération de rue intelligente capable d'interagir avec son environnement urbain... Enfin, le comité innovation routes et rues accompagne les collectivités désireuses d'expérimenter en vraie grandeur sur leur territoire des innovations routières portées par les entreprises lauréates de son appel à projets annuel.

Des premiers outils numériques au BIM étapes de la transition / DEMILECAMPS Louis

Revue générale des routes et des aérodromes, 03/2017, n° 943, p. 16-60

Longtemps cantonné au secteur du bâtiment, le BIM (Building information model) gagne peu à peu celui des infrastructures. Différents éléments ont contribué à ce déploiement, qui a donné lieu à la mise en œuvre des premiers projets de routes ou autoroutes en BIM. En tout état de cause, ce nouveau process constitue une importante étape de la transition numérique.

Voirie : en route vers le futur! / ROBERT CHRISTOPHE

Maires de France, 03/2017, n° 344, p. 58-59

Moins bruyante, plus écologique, mieux sécurisée, la route de demain s'annonce pleine d'innovations. Pleins phares sur ce réseau.

L'AIPR, pourquoi faire ? / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 02/2017, n° 233, p. 18-21

La réforme DT DICT a posé les bases d'une nouvelle façon de faire des travaux à proximité des réseaux : en sécurité. Finies les approximations et les responsabilités évitées. Cette fois, le cadre juridique est bien posé (même s'il reste du travail pour qu'il soit appliqué correctement). Restait à s'assurer que les hommes et les femmes intervenants sur les projets soient conscients de ces besoins en sécurité. C'est la raison pour laquelle, au premier janvier 2018, ils devront tous être titulaires d'une AIPR, une autorisation d'intervention à proximité des réseaux.

Comment appliquer le forfait post-stationnement

Techniques - Aménagement - Développement Durable, 09/03/2017, n° 1078, p. 3

A compter du 1er janvier 2018, les communes qui souhaitent conserver du stationnement payant sur la voirie devront délibérer pour instaurer une redevance de stationnement assortie d'un forfait post-stationnement (FPS) qui sera applicable en cas de non paiement de la redevance. Sa perception et la répartition des recettes correspondantes doivent permettre de couvrir les coûts du service.

3.2 Eau et assainissement

Inondations : des pistes pour améliorer la gestion de crise / GRAINDORGE JOEL

lagazettedescommunes.com, 23/03/2017

<http://www.lagazettedescommunes.com/496430/inondations-des-pistes-pour-ameliorer-la-gestion-de-crise/?abo=1>

Le dernier rapport du CGEDD et de l'IGA intéresse particulièrement les collectivités en charge de la prévention et de la gestion des inondations. Analysant celles qui ont frappé plus de 15 départements en 2016, il formule de nombreuses recommandations : prévision et système de vigilance crue, communication, organisation de la gestion de crise, PPRI et PCS, indemnisations, etc.

Gestion des eaux usées : un défi mondial ! / REY BRAHMI PAULINE

environnement-magazine.fr, 22/03/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49215-gestion-des-eaux-usees-defi-mondial/>

Le rapport annuel de l'ONU sur la ressource en eau met en avant les atouts d'une bonne gestion des eaux usées et leur valeur ajoutée alors qu'on estime que 80 % d'entre elles sont rejetées sans traitement dans le monde.

Eau : une gestion concertée s'organise en Languedoc-Roussillon / REY BRAHMI PAULINE

Environnement magazine, 21/03/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49210-eau-gestion-concertee-s-organise-en-languedoc-roussillon/>

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse organisait le 16 mars une journée d'information à Montpellier sur les plans de gestion de la ressource en eau (PGRE), qui doivent être réalisés dans tous les territoires déficitaires du bassin. Ils visent à mettre en place des actions pour économiser l'eau et concilier l'ensemble des usages.

Eaux pluviales : leur gestion alternative comme solution durable / GRAINDORGE JOEL

lagazettedescommunes.com, 07/03/2017

Alors que la collecte des eaux pluviales a démontré ses limites avec des inondations récurrentes, la gestion durable et intégrée avec des techniques alternatives est désormais incontournable. Mais elle impose une approche nouvelle et transversale entre tous les services techniques

Sous la Loire coulent les eaux usées / LAURENT ANTHONY

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 03/03/2017, p. 74-75

Un forage courbe de 620m de long est réalisé pour rénover le dispositif d'assainissement du nord de Tours.

Etat d'urgence pour l'eau / DELIVET Magali

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 03/2017, n° 23, p. 32-33

Henri Tandonnet, sénateur UDI du Lot-et-Garonne et Jean-Jacques Lozach, sénateur PS de la Creuse, ont sonné l'alarme en 2016 dans un rapport intitulé "Eau : urgence déclarée". Face au risque de pénurie, ils préconisent la constitution de réserves de proximité.

Risque d'inondation : attention aux anguilles sous roche ! / VASSEUR JEAN-LOUIS

Courrier des maires et des élus locaux (le), 03/2017, n° 310, p. 47

Souhaitant prendre des mesures préventives en matière d'inondation, un maire d'une petite commune rurale de Gironde a été condamné en appel, après avoir été relaxé en première instance. La justice lui reproche de n'avoir pas réalisé d'étude préalable d'environnement, et d'avoir agi sans autorisation préalable.

Comment prendre en compte les eaux pluviales dans les documents d'urbanisme / RADISSON LAURENT

Environnement et technique, 03/2017, n° 367, p. 22-13

Parmi les différentes actions permettant d'optimiser la gestion des eaux pluviales figure leur prise en compte dans les documents d'urbanisme;
La loi Alur et la loi sur la biodiversité renforcent cette intégration.

Dysfonctionnement de l'Onema : la cour des comptes renouvelle ses recommandations / LAPERCHÉ DOROTHEE

Environnement et technique, 03/2017, n° 367, p. 24-25

La cour des comptes a constaté que l'Onema n'avait mis en œuvre que de façon incomplète ses précédentes recommandations. Ces évolutions restent nécessaires, selon elle, pour le bon fonctionnement de l'Agence française de la biodiversité.

La compétence Gemapi

Caisse des dépôts, 03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/BlobServer?blobkey=id&blobnocache=true&blobwhere=1250170808732&blobheader=application%2Fpdf&blobcol=urldata&blobtable=MungoBlobs>

Les lois Maptam et Notr ont entériné le transfert obligatoire de la compétence Gemapi (gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations) aux EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2018. Quels sont les contours de cette nouvelle compétence et ses modalités de mise en œuvre ? Sur quels partenaires s'appuyer et à quelle échelle s'impliquer ? Quelles ressources techniques et financières requiert-elle ?

Ce guide juridique et pratique décrypte les textes réglementaires et met l'accent sur les enjeux de cette nouvelle compétence pour les territoires, notamment en matière de périmètre et de gouvernance. Des expériences illustrent le type de missions que les CPIE, investis depuis longtemps sur les questions de l'eau, peuvent réaliser pour appuyer les EPCI.

Eaux pluviales : leur gestion alternative comme solution durable / GRAINDORGE JOEL

Techni.cités, 03/2017, n° 301, p. 29-31

Alors que la collecte des eaux pluviales a démontré ses limites avec des inondations récurrentes, la gestion durable et intégrée avec des techniques alternatives est désormais incontournable. Mais elle impose une approche nouvelle et transversale entre tous les services techniques.

Quel avenir pour l'assistance technique départementale ? / DELMOLINO ALEXANDRA

Hydroplus, 03/2017, p. 22-28

Présents depuis près de quarante ans dans les Départements pour accompagner le développement de l'assainissement collectif dans les communes françaises, les services d'assistance technique sont remis en question par la loi Notre.

La Vendée veut conjuguer Reuse et eau potable

Hydroplus, 03/2017, p. 18-19

Dans le cadre du projet Demoware, Vendée Eau a approfondi son projet d'alimentation en eaux usées traitées d'une retenue d'eau destinée à l'eau potable; Des études de faisabilité sont en cours et l'infrastructure pourrait être construite d'ici à 2019.

Vigilance sur la micropolluants

Hydroplus, 03/2017, p. 31-39

Le traitement de certains micropolluants comme les pesticides s'est imposé dans de nombreuses usines de potabilisation. Une stratégie curative, qui doit nécessairement s'accompagner d'actions préventives pour protéger durablement la ressource.

Des solutions d'épuration au cas par cas

Hydroplus, 03/2017, p. 40-47

Bourgs, hameaux, sites isolés : autant de configurations géographiques qui nécessitent un procédé d'épuration adapté. Qu'il s'agisse d'assainissement non collectif regroupé ou de petit collectif, les solutions du "semi-collectif" ne manquent pas.

Les destins liés de l'eau et de l'urbanisme / VERFAILLIE BERTRAND

Urbanisme, 03/2017, n° HS 59, p. 46-47

L'atelier "Eau et urbanisme : limites ou liens pour un projet de territoire partagé ?" a mis en évidence le besoin de gouvernances locales dépassant les limites institutionnelles.

Services de l'eau et de l'assainissement : le dispositif de médiation / DELORNE GUY

Fiches pratiques techniques, 03/2017, n° 207, 03/104

Tout acte d'achat de bien et de service par un consommateur est soumis à une garantie de médiation extrajudiciaire et gratuite. Les services de l'eau et de l'assainissement doivent donc garantir aux consommateurs cette possibilité d'un recours en conventionnant avec une médiation et en informant les consommateurs de cette possibilité lorsque le litige n'a pu être réglé localement

Réseaux d'eau potable : l'impact du transfert de compétence / LESCUYER THIBAUT

TSM : techniques, sciences, méthodes, 22/02/2017, n° 1/2, p. 2-3

D'ici 2020, toutes les communes de France devront avoir transféré la compétence eaux potables à une intercommunalité EPCI. L'opportunité, pour certaines, de compléter l'inventaire de leur réseau. Et de mieux respecter les obligations sur le rendement (antifuites) et la qualité de l'eau ?

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature en ville et paysage

L'homme qui fait pousser des légumes sans eau / CHALLIER Simon

Gazette de Montpellier (la), 23/03/2017, n° 1501, p. 23

Une agriculture du Lodévois fait pousser des légumes sans eau, sans pesticide et sans engrais chimique. Et ça marche !

Nous recherchons une vision globale et cohérente des espaces verts / CLAVEIROLE CECILE

Lien horticole, 22/03/2017, n° 1008, p. 10-11

Responsable du service des espaces verts de Boé, qui fait partie de l'agglomération d'Agen (47), Stéphane Château a dû adapter la gestion à un contexte particulier : axe routier traversant, urbanisation anarchique... Mais il est surtout intervenu afin que la qualité d'entretien entre les espaces de Boé et ceux de l'agglomération soit la même. Une convention a permis de solutionner le problème.

La biodiversité a son comité national

environnement-magazine.fr, 21/03/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49201-biodiversite-a-son-comite-national/>

Un décret paru le 17 mars détaille la composition, le fonctionnement ainsi que le champ de la compétence consultative du nouveau comité national de la biodiversité.

Plante locale : des défis à relever / VIDRIL VALERIE

Lien horticole, 15/03/2017, n° 1007

Le vocable "végétal local" recèle différents enjeux, en termes de biodiversité, d'économie..., que les pépiniéristes du pôle "paysage" de la FNPHP ont évoqués lors d'une table ronde, à Paris, mercredi 18 janvier dernier.

Maquette numérique : square pilote pour échanges digitaux / MIGUET LAURENT

Paysage Actualités, 03/2017, n° 397, p. 26-27

Le Landscape Information Modeling tient ses promesses à Colombes (Hauts-de-Seine); Dans un calendrier contraint qui interdit toute approximation topographique, deux entreprises de paysage de 5 et 115 salariés se coordonnent mieux et plus vite.

La science participative prouve son efficacité / HADDAD YAEL

Paysage Actualités, 03/2017, n° 397, p. 32-33

Pour évaluer l'impact des changements de pratiques d'entretien de leurs espaces enherbés, des communes de l'agglomération de Cergy-Pontoise se sont appropriées le programme de relevé botanique Florilèges et de suivi des papillons Propage.

Les biostimulants ont le vent en poupe / MIGUET LAURENT

Paysage Actualités, 03/2017, n° 397, p. 34-37

La limitation des intrants frappe l'industrie des fertilisants. Cependant, la stimulation des défenses naturelles des plantes ouvre de nouveaux horizons, où s'engouffre l'économie circulaire et les ressources renouvelables.

Robots de tonte séduisants et performants / VILLE FREDERIC

Techni.cités, 03/2017, n° 301, p. 32-33

Les robots de tonte de pelouse font leur entrée dans les collectivités. Très utiles pour les terrains de football notamment, ils ont beaucoup d'avantages et très peu d'inconvénients.

Des pollinisateurs gratuits et fragiles / CHEVALLIER FRANCK

Journal des maires et des conseillers municipaux, 03/2017, n° 3, p. 12

La commune de Montberon a reçu trois abeilles du label APICité pour son rucher pédagogique, qui récompense le travail d'une équipe municipale et d'un apiculteur amateur.

L'éco-pastoralisme monte en puissance et se professionnalise

environnement-magazine.fr, 23/03/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49217-l-eco-pastoralisme-monte-en-puissance-et-se-professionnalise/>

Les rencontres nationales de l'éco-pâturage ont lieu ce 23 mars à Angers. L'occasion de s'interroger sur le développement sans précédent de cette pratique, utilisée dans des centaines de collectivités, en pleine cohérence avec l'objectif d'un retour à plus de nature en ville.

Des fleurs ainsi que des légumes à consommer dans les massifs d'Albi / VIDRIL VALERIE

Lien horticole, 08/03/2017, n° 1006

Christian Amiel, directeur du service des parcs, jardins et espaces naturels d'Albi (81), transforme progressivement les massifs de la ville pour mieux répondre aux attentes des usagers et aux contraintes budgétaires. Depuis quelques années, massifs comestibles et jardins secs intègrent le paysage de la cité épiscopale.

Accéder à l'article :

Villes et villages fleuris : Valence inaugure le prix spécial de la Cohérence / HADDAD YAEL

Paysage Actualités, 03/2017, n° 397, p. 18-20

Ces dernières années, Valence s'est lancée dans un programme d'aménagement urbain offrant une large place au végétal, à l'eau et aux modes de déplacement doux. Un atout indéniable pour atténuer les effets du changement climatique et s'inscrire dans une démarche de ville durable.

Les bénéfiques écocystémiques reposent sur une culture commune / HADDAD YAEL

Paysage Actualités, 03/2017, n° 397, p. 24-25

Les bienfaits apportés par la présence des arbres en ville, tant au plan environnemental que sociétal, ne peuvent perdurer que si les projets d'aménagements sont pensés avec une approche globale intégrant l'ensemble des acteurs du territoire, y compris ceux qui ne sont pas à priori, acquis à leur cause.

Rueil-Malmaison : des "toitures-jardins" entrent en gare !

Espace public & paysage, 03/2017, p. 30-31

Couverts de toitures richement végétalisées, les auvents métalliques du nouveau pôle multimodal de Rueil-Malmaison, dans les Hauts-de-Seine, forment un vélum végétal visible par les usagers de la gare et des bâtiments environnants. Une symbiose parfaite entre nature et formes urbaines qui orchestre avec brio une vision moderne et vivante des infrastructures de transport.

Les bienfaits des jardins de pluie / CHAMPRES Jérôme

Espace public & paysage, 03/2017, p. 32-33

A la fois projet technique et aménagement paysager, le jardin de pluie explore une nouvelle manière de concevoir un aménagement intégrant à la fois des dimensions écologiques et des enjeux paysagers. Voici des exemples, à différentes échelles, pour illustrer ces nouvelles bonnes pratiques.

Le parc de la Savèze, un cœur de vie mêlant biodiversité et convivialité

Espace public & paysage, 03/2017, p. 34-35

A Saint-Herblain, au pied du sillon de Bretagne, ensemble bâti monumental des années 70, le parc de la Savèze recompose la ville sur elle-même. Dans le cadre du renouvellement urbain de cet ensemble, et plus largement du quartier, le parc devient cœur de l'urbanisation et lien entre pôles de vie et habitants. Centrée sur l'usager, la réflexion globale d'aménagement du parc permet de 'recycler' cet espace auparavant délaissé.

Lambersart : une ville où il fait bon vivre

Espace public & paysage, 03/2017, p. 38-40

Fraichement labellisée 4 fleurs en 2016, la ville de Lambersart se distingue par un cadre de vie de qualité au patrimoine paysager et arboré riche. Prépondérant en ville, le végétal est une des préoccupations de la Mairie qui s'investit quotidiennement dans la préservation et l'amélioration de ce patrimoine, afin de faire de Lambersart, un lieu de vie agréable et attractif.

Sète : une gestion durable des ressources pour des espaces plus naturels / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 03/2017, n° 179, p. 42-43

Située dans le département de l'Hérault, Sète a été la ville la plus sèche de France en 2015 avec seulement 305 mm de pluie. Elle porte donc une attention toute particulière à sa consommation en eau et à la préservation de ses différents espaces : cœur de ville, bords de mer, quais du canal, étang du Thau, forêt du Mont Saint-Clair... toutes ces entités participent à la richesse du cadre de vie de Sète, entre eau et forêts.

Les parcs naturels urbains / CHRISTOPHE JEAN-CLAUDE

Fiches pratiques techniques, 03/2017, n° 207, 05/83

La création d'un parc naturel urbain vise à préserver et à valoriser des espaces naturels, agricoles et aquatiques en milieu urbain. La présente fiche examine les modalités d'élaboration d'un projet de parc naturel urbain, puis les objectifs poursuivis et la charte conclue entre la collectivité et les acteurs. Elle est complétée d'un bref comparatif avec les parcs naturels régionaux et les réserves naturelles régionales.

4.2 Environnement

- **Environnement Biodiversité Ecologie**

Ensauvager la ville mais avec précaution ! / BERGER Y.

Actu-environnement.com, 27/03/2017

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/ensauvager-ville-toits-vegetalises-agriculture-nature-biodiversite-28698.php4>

La résilience des villes face au changement climatique est indissociable de leur végétalisation. Les écologues se mobilisent pour multiplier les foyers de biodiversité en milieu urbain tout en étant attentifs à la prolifération d'espèces non désirées. Reportage.

Biomasse : la stratégie nationale part du mauvais pied / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 27/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278871430>

L'Autorité environnementale (AE) a émis le 24 mars un avis sévère sur la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse (SNMB) et le plan d'actions que celle-ci sous-tend. Or cette stratégie n'est pas anodine pour les territoires puisqu'elle cadre, entre autres, les schémas régionaux biomasse qui sont sur le point d'émerger.

Loi Biodiversité : le décret relatif aux sites naturels de compensation est paru / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 02/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278717041>

Deux décrets publiés ce 2 mars précisent les critères et la procédure d'octroi de l'agrément des sites naturels de compensation mis en place par la loi Biodiversité. Un seul projet de décret avait été mis en consultation par le ministère de l'Environnement, en novembre dernier, pour définir ce nouveau mécanisme de compensation par l'offre via l'acquisition d'unités de compensation.

Parcs nationaux et réserves naturelles : le décret est paru / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 02/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278693389>

Présenté comme un texte d'application de la loi Biodiversité, le décret relatif aux parcs nationaux et aux réserves naturelles, publié ce 28 février, poursuit en réalité un objectif plus large de clarification des procédures.

Approbation de la nouvelle stratégie nationale pour la mer et le littoral / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 02/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278687787>

Le décret approuvant la stratégie nationale pour la mer et le littoral a été publié au Journal officiel ce 24 février. La stratégie nationale fixe quatre grands objectifs de long terme dont trois concernent très directement les territoires littoraux. Il s'agit notamment de faciliter leur adaptation aux conséquences du changement climatique tout en veillant à la préservation d'un littoral attractif.

Les missions régionales d'autorité environnementale dressent leur premier bilan / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 02/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278749977>

A l'occasion de la présentation de son bilan d'activité 2016, le 7 mars, l'Autorité environnementale (AE) a tiré des enseignements de la première année de fonctionnement des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe). Elles ont déjà rendu plus d'un millier de décisions ou avis portant dans leur grande majorité sur des documents d'urbanisme. Constatant des lacunes en matière d'évaluation environnementale, elles font œuvre de pédagogie auprès des collectivités porteuses de projets pour les aider à en améliorer la qualité.

Agrilocal simplifie l'achat de proximité / TUBIANA FABIAN

Environnement magazine, 03/2017, n° 1755, p. 36-37

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49121-agrilocal-simplifie-l-achat-de-proximite/>

Le Puy-de-Dôme accompagne les acheteurs publics en restauration collective de son territoire dans l'utilisation de la plateforme numérique Agrilocal. Créée en partenariat avec la Drome, et désormais diffusée à l'échelle nationale, elle met en relation acheteurs et producteurs locaux dans le respect des règles de la commande publique.

Ce que non-régression veut dire / MAKOWIAK JESSICA

Droit de l'environnement, 02/2017, n° 253, p. 54-58

Le principe de non-régression introduit par la loi biodiversité cristallise les oppositions. Définition d'un principe mal compris.

- **Phytoprotection / pesticides**

Ecophyto : bilan positif et actions transposables / HADDAD YAEL

Lien horticole, 15/03/2017, n° 1007

Le 31 janvier 2017, des établissements de formation agricole ont témoigné sur des démarches menées dans le cadre de l'Action 16.

Fin des pesticides : oui... mais non / VIDRIL VALERIE

Lien horticole, 15/03/2017, n° 1007

Alors que Ségolène Royal annonce de nouvelles mesures pour atteindre le zéro pesticide, un texte adopté le 15 février dernier ouvre la voie à des dérogations possibles en collectivités.

- **Pollution**

La gestion des sites et des sols pollués / RIVOIRE BARBARA

Courrier des maires et des élus locaux (le), 03/2017, n° 310, p. 1-15

En cinquante questions, ce cahier fait le point sur :

- le dispositif des secteurs d'information sur les sols
- le rôle des collectivités dans la remise en état
- les transactions immobilières
- les autres mesures de protection environnementale

Les collectivités appelées à redoubler d'efforts contre la pollution lumineuse / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 02/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278677658>

L'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN) lance le 27 février la nouvelle édition de son concours Villes et villages étoilés, qui valorise les communes s'efforçant de réduire la pollution lumineuse. A cette occasion, sa présidente Anne-Marie Ducroux, a fait le point sur la maturité de cet enjeu dans les collectivités et les progrès à faire.

4.3 Déchets et propreté urbaine

Biodéchets des gros producteurs : Comment trier, collecter et traiter / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 29/03/2017, n° 112, p. 5-10

Le tri des biodéchets des gros producteurs, imposé par la loi, se met en place avec un peu de retard sur le timing réglementaire. La collecte nécessite des moyens et une organisation adaptés. Les déconditionneurs sont souvent indispensables. Le traitement se fait par compostage ou méthanisation selon les cas.

Teom incitative : les points clés pour la mettre en oeuvre / GRAINDORGE JOEL

lagazettedescommunes.com, 28/03/2017

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative a été instituée par les lois Grenelle. Elle peut comporter une part calculée en fonction du service rendu. Les modalités de son institution et les relations avec les services fiscaux pour son recouvrement font l'objet de dispositions particulières. Une instruction fiscale en date du 27 mai 2014 a précisé les modalités de mise en oeuvre et une étude de l'Ademe de fin 2016 a permis de dégager les points clés à prendre en compte.

Déchets du BTP : les collectivités montrent l'exemple / VERBAERE ISABELLE

lagazettedescommunes.com, 28/03/2017

<http://www.lagazettedescommunes.com/496785/dechets-du-btp-les-collectivites-montrent-lexemple/?abo=1>

Le BTP produit chaque année 247 millions de tonnes de déchets. La moitié seulement est valorisée. Un résultat insuffisant pour le ministère de l'Environnement. En 2020, au moins 70 % des déchets produits sur les chantiers dont les collectivités sont maîtres d'ouvrage devront être réemployés ou orientés vers le recyclage.

Recyclage des papiers : Ecofolio lance l'appel à projets pour son programme 2017 d'accompagnement des collectivités

Localtis.info, 28/03/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250278875858&nl=1>

Ecofolio vient de lancer l'appel à projets pour son programme 2017 d'accompagnement des collectivités, qui est ouvert jusqu'au 15 juin 2017.

Le compostage et le paillage

ADEME, 23/03/2017, 24 p.

<http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-compostage-et-paillage.pdf>

Réduire le volume d'ordures ménagères et de déchets verts à traiter par la collectivité, produire un amendement naturel, protéger le sol, nourrir les animaux... Tout ceci est possible grâce aux déchets de jardin et de cuisine produits tous les jours.

Recyclage des déchets : le Parlement européen rehausse les objectifs / SMETS ISABELLE

lagazettedescommunes.com, 20/03/2017

Le Parlement européen s'est prononcé, le 14 mars, sur une importante révision de la législation de l'UE relatives aux déchets. Il exige que les Etats recyclent 70% de leurs déchets municipaux en 2030 et 80% de leurs déchets d'emballage. La mise en décharge ne sera pas totalement interdite mais plafonnée à 5% des déchets.

Aspirateurs : pour une ville propre et sans déchets !

Espace public & paysage, 03/2017, p. 52-55

Outre les campagnes de sensibilisation à la propreté urbaine, la reconquête d'un espace public exempt de déchets en tout genre (feuilles, papiers, canettes, bouteilles en plastique...) passe inévitablement par l'utilisation de machines spécifiques : les aspirateurs. Autonomes, manuels, couplés à des collecteurs de déchets ou des chargeurs, les aspirateurs s'avèrent indispensables pour proposer un service public de qualité.

Le financement des déchets : la Teom incitative / GRAINDORGE JOEL

Fiches pratiques techniques, 03/2017, n° 207, 04/45

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative a été instituée par les lois Grenelle. Elle peut comporter une part calculée en fonction du service rendu. Les modalités de son institution et les relations avec les services fiscaux pour son recouvrement font l'objet de dispositions particulières. Une instruction fiscale en date du 27 mai 2014 a précisé les modalités de mise en œuvre et une étude de l'Ademe de fin 2016 a permis de dégager les points clés à prendre en compte.

Les encombrants passent à l'ère du numérique / FACOMPRESZ CHRISTIANE

Maires de France, 03/2017, n° 344, p. 48

La communauté urbaine de Dunkerque - Nord (17 communes, 200 376 habitants) a choisi un outil informatique pour réduire le volume et le coût du ramassage des encombrants

5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX

Le Puy-de-Dôme crée une agence départementale d'ingénierie territoriale pour accompagner les communes et les EPCI

Dépêches de l'AEF, 28/03/2017, n° 559234

Pour aider les communes ou intercommunalités éligibles à l'aide technique des départements, le conseil départemental du Puy-de-Dôme a créé une agence départementale d'ingénierie territoriale. À partir de 2018, elle proposera une offre de services de base dans les domaines de la voirie, l'assainissement, la protection de la ressource en eau, la restauration et l'entretien des milieux naturels.

Les nudges, ces outils qui transforment les politiques publiques / PICAUD EMMANUELLE

lagazettedescommunes.com, 22/03/2017

<http://www.lagazettedescommunes.com/496027/les-nudges-ces-outils-qui-transforment-les-politiques-publiques/?abo=1>

Venus tout droit de Grande-Bretagne, les "nudges" sont des outils issus des sciences comportementales. En France, deux collectivités pionnières commencent à réfléchir à leurs utilisations au sein de leurs politiques publiques, portées par la réussite de leurs homologues étrangères.

Patrick Berger : « Les ingénieurs doivent devenir des animateurs »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 13/03/2017, n° 2357, p. 30-31

<http://www.lagazettedescommunes.com/493407/les-ingenieurs-doivent-devenir-des-animateurs-patrick-berger/>

Le rôle de l'ingénieur territorial a évolué ces dernières années. Patrick Berger, le président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF) présente les qualités requises de cet acteur essentiel des services techniques dans les collectivités.